

La filière textile en Asie du Sud : un pilier économique au défi de la compétitivité et de la durabilité

Le secteur textile-habillement occupe une place structurante dans les économies du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan et du Sri Lanka. Il constitue pour ces pays à la fois une source essentielle de devises, un employeur majeur, un moteur d'industrialisation et un vecteur privilégié d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. L'Asie du Sud fournit aujourd'hui près d'un tiers des vêtements importés par l'Union européenne, un chiffre en forte progression depuis vingt ans. Cette dynamique repose toutefois sur un modèle productif vulnérable, dépendant d'avantages comparatifs traditionnels fondés sur le coût de la main-d'œuvre, la disponibilité de travailleurs peu qualifiés et une spécialisation dans des produits standardisés à faible valeur ajoutée.

I. Un secteur stratégique, source d'emplois et de devise pour plusieurs pays de la zone

Un moteur de lutte contre la pauvreté, surtout pour les femmes. Le secteur textile-habillement joue un rôle déterminant dans le développement économique et social de l'Asie du Sud. Il constitue l'un des premiers pourvoyeurs d'emplois manufacturiers, en particulier pour les femmes. C'est ainsi le deuxième pourvoyeur d'emploi en Inde et au Bangladesh, après l'agriculture. Malgré les salaires particulièrement faibles (salaire minimum de 90 EUR/mois au Bangladesh), l'émergence de cette industrie a été un levier majeur de réduction de la pauvreté, notamment dans les zones urbaines et périurbaines, en créant des emplois formels en particulier pour les femmes (qui représente entre 50-70% des emplois du secteur en fonction des pays).

	Inde	Bangladesh	Pakistan	Sri Lanka
Exportations (en Mds USD et % des exportations)	30,7 Mds USD 8,2%	33,2 Mds USD 85,2%	17,3 Mds USD 54%	5,4 Mds USD 44%
Emploi (en M)	45 M	5 M		0,35 M
Contribution au PIB (%)	2,3%	8,5%	8%	7%

Tableau comparatif du poids de la filière textile-habillement. Source : DGT

Une région qui représente 11% des exportations mondiales, générant des devises. L'évolution des exportations sur la dernière décennie témoigne d'une stabilisation du poids de l'Asie du Sud, passant de 10,4% du commerce de textile-habillement en 2014 à 11,2% en 2024 (la proportion n'était que de 7,3% en 2004)¹. Cette stabilité souligne la difficulté à concurrencer la Chine (34,9%), s'accompagne d'une forte progression du Vietnam (de 3,2% à 5,2% en dix ans) et cache de fortes disparités entre pays. Le Bangladesh a presque triplé ses exportations depuis 2010 et s'est hissé au rang de deuxième exportateur mondial derrière la Chine. L'Inde et le Pakistan ont connu une progression plus discontinue, dépendante des cours du coton, de la politique monétaire et des variations de la demande américaine et européenne. Le Sri Lanka, confronté à des crises économiques, a toutefois réussi à maintenir sa réputation de fournisseur fiable sur des produits spécialisés. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence la fragilité du secteur : les annulations massives de commandes, les difficultés de trésorerie pour les usines et les perturbations logistiques ont provoqué des fermetures temporaires ou définitives d'unités de production. Depuis 2021, la reprise a été rapide au Bangladesh, plus graduelle en Inde, difficile au Sri Lanka en raison de la crise macroéconomique, et irrégulière au Pakistan, soumis à une instabilité politique et énergétique chronique.

Au Pakistan, Sri Lanka et Bangladesh, les exportations sont devenues une source déterminante de devise, à jeu presque égal avec les transferts monétaires des expatriés, constituant un socle essentiel pour la résilience macroéconomique du pays.

Un récipiendaire d'IDE en provenance d'Asie. Le secteur textile-habillement attire historiquement une part importante des investissements directs étrangers en Asie du Sud en raison de la combinaison d'une main-d'œuvre abondante, d'un coût salarial compétitif et d'un accès préférentiel à des marchés majeurs comme l'Union européenne ou les États-Unis. Il est ainsi le principal récipiendaire du flux d'IDE au Bangladesh, représentant ainsi 22% du stock en 2025 principalement de Corée du Sud et de Chine (inclus Hong-Kong). De la même manière, il constituait 17% du stock au Sri Lankaⁱⁱ.

II. Des enjeux sociaux et environnementaux au défi des normes internationales

Sur le plan social, les conditions de travail, la faiblesse des salaires, la faible couverture sociale et les risques d'accidents restent des problèmes structurels, même si des progrès notables ont été accomplis depuis le drame du Rana Plaza au Bangladesh. Ces progrès ont été notamment possibles grâce à l'appui et à la pression des marques, en particulier via la fondation Accord, qui regroupait les principales marques européennes. Début 2023, une initiative Accord Pakistan a vu le jour pour trois ans, visant à répliquer le succès bangladais.

Sur le plan environnemental, la production textile en Asie du Sud demeure très consommatrice d'énergie, d'eau et de produits chimiques, avec des niveaux de pollution qui fragilisent les écosystèmes locaux, notamment au Pakistan et au Bangladesh. La gestion des eaux usées, le traitement des teintures, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition vers des sources d'énergie renouvelable constituent des défis majeurs encore très loin d'être pleinement résolus. Face à ces enjeux, les régulations évoluent : l'Inde et le Sri Lanka renforcent leurs normes environnementales et le Bangladesh met en avant son leadership régional en nombre d'usines certifiées « vertes ».

Des normes françaises et européennes de plus en plus strictes. Ces dernières années, les réglementations en matière de qualité, de sécurité, de transparence et d'impact environnemental se sont considérablement renforcées. La loi française AGECE (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) impose aux producteurs et importateurs de limiter l'empreinte environnementale des produits textiles, notamment en favorisant le recyclage, la durabilité et la traçabilité des matières. De même, le devoir de vigilance oblige les entreprises françaises à prévenir les atteintes aux droits humains et à l'environnement dans l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. À l'échelle européenne, le projet de réglementation « Ecodesign for Sustainable Products (ESPR) » renforce ces exigences en imposant que tous les produits, y compris les textiles, répondent à des critères stricts de durabilité et de réparabilité.

La capacité de l'industrie sud-asiatique à se conformer à ces nouvelles exigences pourra rebattre les cartes en termes de compétitivité. Ainsi, plusieurs marques occidentales s'interrogent à transférer des commandes du Bangladesh vers l'Inde afin d'y profiter d'un meilleur mix énergétique, en ligne avec leurs objectifs en matière d'émissions de CO₂.

III. Des chaînes de valeur mondiales en constante reconfiguration

Les chaînes de valeur mondiales pour le secteur du prêt-à-porter sont en constante évolution. La montée des salaires en Chine et la volonté des acheteurs occidentaux de diversifier leurs sources (*derisking*) se sont traduites par un déplacement d'une partie de la production vers le Bangladesh et l'Inde au cours de la dernière décennie. Cette reconfiguration s'est essentiellement traduite par une spécialisation différenciée entre les pays de la région. L'Inde joue de plus en plus le rôle de fournisseur de matières premières et de tissus, tandis que le Bangladesh se consacre principalement à l'assemblage final. Le Pakistan reste un acteur central du coton et des produits tissés, et le Sri Lanka se positionne comme un fournisseur haut de gamme.

Des infrastructures très vulnérables. Cette complémentarité interne à la région souffre toutefois d'importantes contraintes logistiques et d'un fort niveau d'informalité. Les infrastructures portuaires et routières du Bangladesh sont saturées ; le Pakistan souffre de coupures d'électricité et de coûts logistiques élevés ; le Sri Lanka, touché par la crise de 2022, peine à stabiliser son environnement économique ; l'Inde, malgré des infrastructures plus avancées, doit encore réduire ses délais et ses coûts de transport pour

rivaliser avec les pays d'Asie du Sud-Est. La dépendance aux matières premières importées, en particulier pour le Bangladesh et le Sri Lanka, renforce la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement face aux perturbations mondiales.

Une demande et des pratiques qui évoluent. L'évolution des technologies de production transforme par ailleurs la compétitivité des pays producteurs. L'automatisation et la digitalisation des processus industriels réduisent progressivement l'importance du coût salarial dans la localisation des activités. Les pays sud-asiatiques, dont les avantages comparatifs reposent largement sur une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, sont confrontés à la nécessité de moderniser leurs processus.

Par ailleurs, à l'exception notable du Sri Lanka, les pays d'Asie du Sud ont en commun une très forte dépendance au coton, alors que la demande mondiale se porte de plus en plus vers des fibres synthétiques, produits pour lesquels Chine et Vietnam ont construit une certaine expertise.

Une concurrence asiatique forte. La concurrence avec les autres principaux producteurs asiatiques (Chine, Vietnam, Turquie) demeure vive. Le Vietnam, disposant d'accords de libre-échange avancés avec l'UE et les États-Unis, d'une stabilité politique forte et d'une capacité logistique supérieure, attire une partie des investissements que les pays sud-asiatiques espéraient capter. La Chine, nettement leader dans ce secteur, a su se réinventer avec l'essor de l'ultra fast-fashion (Shein). Enfin, des pays comme la Turquie profite du *nearshoring*, qui vise à rapprocher les sites de production de l'Europe, pour gagner en temps de transport et éviter l'impact des crises (par exemple, la fermeture de la mer rouge en 2023).

Les droits de douane additionnels américains touchent de manière différenciée les principaux pays producteurs (élevés pour la Chine et l'Inde, plus faibles pour les autres), rebattant temporairement les cartes.

IV. Les perspectives du secteur textile : vers une industrie verte et durable ?

Face à ces tensions, les différents pays d'Asie du Sud tentent de s'adapter pour se différencier. Le Sri Lanka vise à porter la part des exportations textiles écologiques à 30 % d'ici 2030, dans le cadre d'un plan national lancé en 2023 par le Ministère de l'Industrie. Le Bangladesh investit lui massivement pour convertir ses usines en « usines vertes » (label LEED). A ce jour, 268 sites sont certifiés plaçant le pays très nettement à la première place tandis que Sri Lanka et Inde en ont moins d'une vingtaine chacun. L'Inde s'est engagée quant à elle dans une politique de montée en gamme et de diversification, notamment via les incitations *Production Linked Incentive* (PLI) dédiées aux fibres synthétiques et artificielles ainsi qu'aux textiles techniques, qui visent à renforcer les segments à forte valeur ajoutée. Au Bangladesh, la chaîne de valeur reste encore très peu développée en amont de la couture (*backward linkage*) et la valeur ajoutée est constante depuis une dizaine d'années, mais le Bangladesh n'a probablement pas beaucoup intérêt à monter en gamme, étant la seule destination capable de produire en volume des vêtements bas de gamme.

La transition vers une production plus durable est désormais incontournable. Les exigences européennes, amplifiées par le devoir de vigilance, la stratégie textile durable de l'UE, ou encore les mécanismes de traçabilité renforcés, imposent aux fournisseurs sud-asiatiques de respecter des standards sociaux et environnementaux plus stricts. Pour ces pays, cette transition représente à la fois un risque — en termes de coûts et de complexité administrative — et une opportunité de se repositionner sur les marchés mondiaux, notamment vis-à-vis d'une Chine qui manque de transparence.

Dans ce contexte, la France et l'Union européenne jouent un rôle clé. L'empreinte française dans la région est forte (certaines marques bien connues sourcent plus de 80% de leur marchandise en Asie du Sud), la France représentant la troisième destination européenne (après l'Allemagne et l'Espagne). L'AFD et Proparco sont actifs dans le soutien de la filière notamment au Bangladesh, pour accompagner les démarches écologiques et l'amélioration des conditions de travail. L'UE, par l'intermédiaire de ses préférences tarifaires (TSA au Bangladesh, SGP+ au Pakistan et Sri Lanka, négociations pour un accord de libre-échange avec l'Inde), constitue un partenaire essentiel pour stimuler les bonnes pratiques sociales et environnementales.

* * *

Le secteur textile sud-asiatique demeure un pilier essentiel de l'économie régionale et un fournisseur stratégique pour l'Europe. Mais le modèle de croissance fondé sur le coût du travail et la production de masse atteint aujourd'hui ses limites. Les pressions concurrentielles, technologiques, sociales et environnementales obligent les pays de la région à envisager une transformation de leurs filières. Les perspectives de montée en gamme, de renforcement des capacités techniques, d'amélioration des conditions de travail et de réduction de l'empreinte environnementale constituent autant de défis qu'il convient désormais de relever, autant d'aspects où le Vietnam paraît être en avance. Alors que ces pays gagneraient à mieux intégrer leur chaîne de valeur, les rivalités géopolitiques empêchent cette industrie de faire de cette complémentarité un atout.

ANNEXE

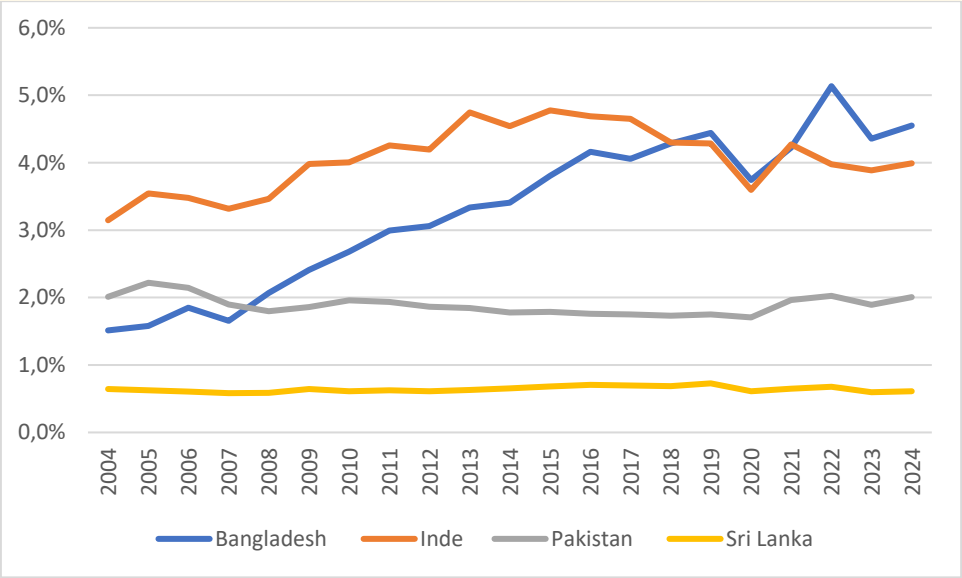


Fig 1. Evolution de la part de marché dans le secteur textile-habillement. Source : OMC

NOTES DE FIN

ⁱ Source : OMC
ⁱⁱ Sources : Banques centrales du Bangladesh et de Sri Lanka